



OBJET : Moratoire sur les activités industrielles à la suite des feux de forêt

Le 18 juin 2023

De : Collectif Mashk Assi

Gardiens et gardiennes du Nitassinan, territoire ancestral innu

collectifmashkassi@hotmail.com

Mouvement Ekoni Aci

Gardiens et gardiennes du Nitaskinan, territoire ancestral atikamekw

Kanien'kehà:ka Kahnistensera (Mères Mohawks)

Gardiennes de Kanienkeh, territoire ancestral kanien'kehà:ka

À : Procureur Général du Canada

Ministère de la Justice du Canada

284, rue Wellington

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

mcu@justice.gc.ca

Procureur Général du Québec

Bernard, Roy (Justice - Québec)

1, rue Notre-Dame Est, bureau 8.00

Montréal (Québec) H2Y 1B6

bernardroy@justice.qc.ca

Ministère des forêts, de la faune et des parcs

Bureau de la gestion des plaintes

5700, 4e Avenue Ouest, bureau A-413

Québec G1H 6R1

plaintes@mffp.gouv.qc.ca

PAR VOIE DE COURRIEL

À qui de droit,

Vu le désastre écologique récemment causé par les feux de forêt, nous, détenteurs de titres ancestraux sur les territoires ilnuash, atikamekw et kanien'keha:ka, demandons par la présente un moratoire sur les coupes forestières et les activités industrielles – incluant les mines – au nord du fleuve Saint-Laurent pour l'année 2023. Les forêts ne peuvent plus être le terrain de jeu de l'industrie.

Les feux de forêt qui font rage depuis la fin mai ont causé des dégâts sans précédent. La santé des plus de 5 millions d'hectares de forêts qui ont déjà brûlé cette année au Canada, de leur faune et de leur flore, ainsi que la sécurité des personnes sinistrées et évacuées – majoritairement autochtones – sont toutes grièvement hypothéquées. En outre panache de fumée toxique qui s'élève du nord-est canadien représente un danger extrême pour la santé publique de dizaines de millions de personnes du nord du Québec jusqu'au Connecticut en passant par les Grands Lacs. Vu les indices de feu extrêmement élevés pour tout le reste de l'été et un manque flagrant de préparation pour les combattre, il semble que le pire soit inéluctable. La situation actuelle constitue un cas de force majeure qui demande un temps d'arrêt pour réfléchir et mettre en œuvre des solutions exceptionnelles.

Nous sommes membres d'une coalition d'autochtones traditionalistes ilnuash, atikamekw et kanien'keha:ka. Nous préservons nos modes de vie traditionnels en harmonie avec la forêt depuis des millénaires sur nos territoires, qui n'ont jamais été cédés par voie de traité ou de conquête. Nous n'avons jamais cessé de poursuivre le devoir traditionnel de nos ancêtres de prendre soin de la terre pour la léguer aux générations futures. Sans forêt, il nous est impossible de poursuivre notre mode de vie. La destruction de la forêt est une destruction de notre identité et un prolongement du génocide dont nous avons été et continuons d'être la cible, comme l'ont reconnu Justin Trudeau et le pape François 1er.

Nous exigeons par la présente un moratoire strict et absolu sur les coupes forestières et le développement industriel et minier au nord de la vallée du Saint-Laurent pour 2023 afin de prendre un temps d'arrêt, évaluer les dégâts et convenir de solutions concrètes pour éviter de pareilles tragédies à l'avenir. On ne saurait prendre le risque de ramener la machinerie des coupes forestières dès que les feux seront maîtrisés, puisque les étincelles des moteurs et de l'équipement risqueraient d'en créer de nouveaux et de détruire le peu de forêts qu'il nous reste. Il faut laisser la forêt se régénérer.

Ce moratoire doit s'accompagner d'une étude indépendante d'impact environnemental, lancée en collaboration avec le Rapporteur Spécial des Nations Unis et présidée par les gardiens autochtones du territoire. Nous sommes les dépositaires d'un savoir ancestral qui a permis à la forêt boréale de subsister jusqu'à aujourd'hui. Nous connaissons tous les recoins de notre territoire et les familles d'animaux avec qui nous le partageons. Comme reconnu par un [rapport de l'ONU](#), les autochtones sont de loin les meilleurs gardiens du territoire naturel et de l'environnement, et ce, partout sur la planète.

Enfin, nous exigeons une enquête sur les causes directes et indirectes des feux de forêt des dernières semaines. En plus de déterminer le rôle de l'industrie comme élément déclencheur des feux, il faut mettre en évidence les pratiques dangereuses d'aménagement forestier par le gouvernement du Québec, qui a aggravé la crise en soumettant la forêt aux besoins et aux ambitions des entreprises.

Nous ne pouvons pas risquer, comme société et comme êtres humains, la perte subite de la couverture végétale de la forêt boréale sur laquelle reposent notre oxygène et notre vie.

Ne sommes-nous pas également des animaux partageant cette terre avec d'autres espèces, et dépendant autant qu'elles des précieuses ressources que la forêt contient, à condition de savoir les préserver ?

Le gouvernement, par sa mauvaise gestion de la forêt, a créé cette situation de danger extrême dont il est responsable. En priorisant la rentabilité, le gouvernement a créé des forêts de monoculture de conifères qui se transforment en véritables poudrières par temps sec et chaud, au péril de la santé publique. Cet aménagement forestier est axé sur le potentiel de coupe, sur le développement industriel et sur le profit immédiat. La place prioritaire de l'industrie forestière dans l'aménagement des forêts est trop grande et a créé une situation de danger inouï. Il faut agir immédiatement pour sortir de cette impasse.

Il est urgent que nos voix soient entendues et écoutées pour éviter que la catastrophe devienne irréparable

Agissez en conséquence,

Signé par le Collectif Mashk Assi, le Mouvement Ekoni Aci et les Kanien'kehà:ka Kahnistensera (Mères Mohawks)

Given the unprecedented ecological disaster caused by the forest fires that devastated our territories in the last weeks, we, traditional Ilnuash, Atikamekw, and Kanien'keha:ka titleholders, call for a moratorium on logging and industrial activities such as mining north of the St. Lawrence valley for 2023. Our ancestral forests can no longer be the industry's playground.

The forest fires that have been raging since late May have caused unprecedented damage. The health of the more than 5 million hectares of forest that have already burned this year in Canada, of their flora and fauna, and of the people affected and evacuated - the majority of them Indigenous - are all seriously compromised. Moreover, the cloud of toxic smoke rising from northeastern Canada represents an extreme public health hazard for tens of millions of people from northern Quebec to Connecticut, via the Great Lakes. Faced with extremely high fire risks for the rest of the summer and a flagrant lack of preparedness to fight them, it seems that the worst is inevitable. The current situation constitutes a case of *force majeure*, which requires to take a pause to take stock and implement exceptional solutions.

We are members of a coalition of traditional Ilnuash, Atikamekw and Kanien'keha:ka people. We have preserved our traditional ways of life in harmony with the forest for millennia on our territories, which were never ceded by treaty or conquest. We have never ceased to carry on our ancestors' traditional duty to caretake the land and pass it on to future generations. Without the forest, it is impossible for us to continue our way of life. The destruction of the forest is a destruction of our identity and an extension of the genocide of which we have been and continue to be the target, as acknowledged by Justin Trudeau and Pope Francis.

We hereby demand a strict and absolute moratorium on logging and industrial development such as mining north of the St. Lawrence Valley for 2023, in order to pause, assess the damage and agree on concrete solutions to limit further destruction. We cannot risk resuming logging activities as soon as the fires are under control, as the sparks from the engines and equipment could create new ones and destroy what little forest we have left. We need to let the forest regenerate.

This moratorium must be accompanied by an independent environmental impact assessment, launched in collaboration with the UN Special Rapporteur and chaired by the Indigenous custodians of our ancestral forests. We possess the ancestral knowledge that has enabled the Boreal forest to survive to the present day. We know every nook and cranny of our territory, and the families of animals with whom we share it. As [acknowledged by a UN report](#), Indigenous people are by far the best stewards of the natural land and environment on the planet.

Finally, we call for an investigation into the direct and indirect causes of the forest fires in recent weeks. In addition to assessing the role of industrial development and extraction in triggering the fires, we need to shed light on the Quebec government's reckless forest management practices - those that cater to corporate needs and ambitions, and that have contributed to worsening the crisis.

We cannot risk, as a society and as human beings, the sudden loss of the boreal forest's plant cover, on which our oxygen and our lives depend. Are we not also animals sharing this territory with other species, and as dependent as they are on the forest's precious resources?

The government's mismanagement of the forest has created this extremely volatile situation for which it is liable. By focusing on profitability, the government has created monoculture coniferous forests that have become veritable powder kegs in dry, hot weather, at the peril of public health. This type of forest management focuses on harvest potential, industrial development and immediate profit. The disproportionate priority given to the logging industry in the government's forest management has created a situation of unprecedented danger. We must act immediately to break this deadlock.

It is urgent that our voices be heard and listened to prevent the catastrophe from becoming irreparable.

Act accordingly.

Signed by the Mashk Assi Collective, the Ekoni Aci Movement and the Kanien'kehà:ka Kahnistensera (Mohawk Mothers)
